



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
du 15 au 21 octobre 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

- 1.1 Energies renouvelables** 3
 - Océan Indien : Un réseau régional pour mesurer le potentiel solaire
- 1.2 Sécurité maritime** 5
 - Mase Polmar-Sécurité maritime : exercice de grandeur nature à Antsiranana
- 1.3 Blue champion Award**..... 7
 - Blue Champion Award extends application deadline

II. Centres d'intérêts

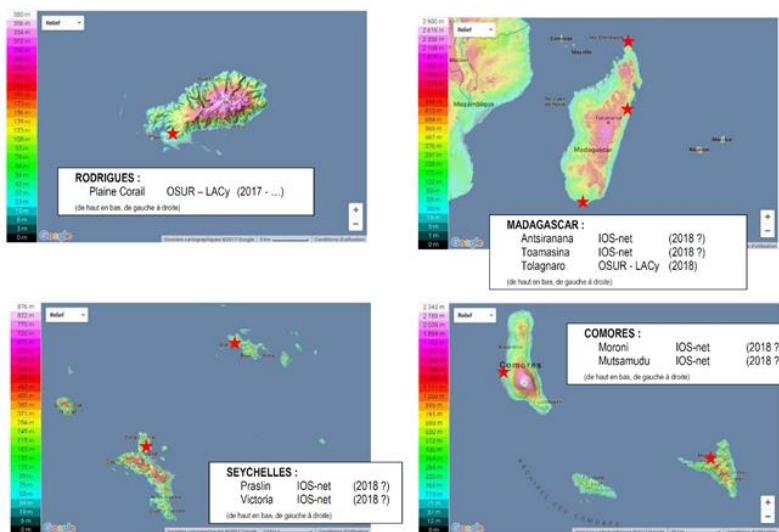
- 1.1 Energies renouvelables** 8
 - Electrification : un parc solaire photovoltaïque à Antsirabe
 - La progression des énergies renouvelables soutenue par les petites unités solaires
- 1.2 Environnement** 12
 - La mer ravage le littoral dans la région de Bambao Mtsanga et Ongoni

20 octobre 2019

<https://www.campbellsci.fr/stratagem-solar>

Océan Indien : Un réseau régional pour mesurer le potentiel solaire

Mieux connaître les ressources d'énergies renouvelables à l'échelle régionale de l'Ouest de l'Océan Indien pour favoriser l'indépendance énergétique



Les pays membres de la Commission de l'océan Indien (COI) ont des économies et des secteurs de l'énergie hétérogènes. Ils sont très dépendants des combustibles fossiles dont au moins 81% de l'énergie primaire est importée (pétrole et charbon). Les Comores et Madagascar importent 90 % de leur énergie commerciale sous la forme de combustibles fossiles. L'Île Maurice dépend à 83,78 % des énergies fossiles pour son approvisionnement énergétique, et cette dépendance s'élève à 95% pour les Seychelles. La Réunion, département français et Région Ultra Périphérique européenne, jouit d'une politique de développement des énergies renouvelables dynamique qui lui a permis d'atteindre un niveau élevé dans ce domaine.

Cette situation a de graves répercussions sur le coût de l'énergie (en particulier l'électricité) dans la région de la COI, la balance des paiements, la situation financière des compagnies d'électricité et les budgets de l'État.

Un des grands enjeux des États-membres de la COI est d'accéder à l'énergie indispensable à leur développement économique tout en respectant et préservant l'environnement. La région dispose d'un grand gisement d'énergies renouvelables, y compris en bio-carburants, et d'un important

potentiel pour l'amélioration de l'efficacité énergétique. Une approche régionale s'impose au vu de la situation hétérogène des secteurs de l'énergie des États membres de la COI.

Une coopération au niveau régional constitue une réelle valeur ajoutée, en particulier pour la mise en commun de l'expertise et le développement d'outils pour l'échange de savoir-faire et de technologies. Cette approche pourrait servir de stratégie de marketing pour attirer des investissements dans un secteur qui a un grand potentiel pour la croissance économique, l'emploi et la réduction de la pauvreté dans la région de la COI.

C'est dans ce contexte que la COI avec l'appui de l'Union européenne met en œuvre un programme pour la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Doté d'un financement de 15 millions d'euros de l'Union européenne, dans le cadre du 10ème FED, le programme se concentre sur l'Union des Comores, Madagascar, l'île Maurice et les Seychelles.

Le projet IOS-net a pour objectif, en matière de métrologie solaire, d'installer des stations identiques sur les territoires de la COI (2 aux Comores, 2 à Madagascar, 1 à Maurice et 2 aux Seychelles). Les stations en question seront intégrées dans le réseau existant de métrologie solaire au sol du LE2P (voir photos).

Pour de plus amples informations vous trouverez ci-dessous les sites Internet à consulter :

- Université de la Réunion : [Laboratoire d'Énergétique, d'Électronique et Procédés \(LE²P\)](#)
- [Commission de l'océan Indien \(COI\)](#)
- [Vidéo sur l'histoire du COI;](#)

Nous remercions M Mazhar MERALLI BALLOU pour la rédaction de cet article.

21 octobre 2019

<https://www.newsmada.com/2019/10/21/mase-polmar-securite-maritime-exercice-de-grandeur->

Mase Polmar – Sécurité maritime : exercice de grandeur nature à Antsirananana

Par Les Nouvelles sur 21/10/2019




Booking.com



Johannesburg - House of Pharaohs Boutique Hotel | Johannesburg - Hoeveld Hotel

Book now | Book now

Booking.com



House of Pharaohs Boutique Hotel | Orient Hotel Johannesburg

Les 14.000 kilomètres de côtes et les 10 millions km² de zones économiques exclusives, de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (AFOA-OI) sont exposés à des multiples menaces comme les actes de piraterie, les trafics des drogues et surtout la pollution marine sous toutes ses formes. C'est la raison d'être du programme Mase Polar au niveau régional sous la férule de la Commission de l'océan Indien (COI) et financé à hauteur de 42 millions d'euros par l'Union européenne (UE).

En collaboration avec l'Organe de lutte contre la pollution marine (Olep) de Madagascar, le ministère de l'Environnement et la Marine nationale, une soixantaine de participants issus de sept pays (Comores, Djibouti, France-Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles et Somalie) se sont donné rendez-vous à Antsiranana le 16 octobre pour mener ensemble le programme régional de sécurité maritime (Mase) qui est un exercice de simulation grandeur nature contre la pollution marine, notamment celle due aux hydrocarbures et nappes de pétrole. Mase est une réponse pratique à la protection des milieux marins et littoraux.

Des grands moyens

En fait, cette manœuvre fait suite aux deux accords Mase, signés par les sept pays membres, qui sont à l'origine de la création du Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM) et du centre régional de coordination des opérations en mer (CRCO) en 2018. Il s'agit de renforcer et améliorer les capacités de surveillance et de contrôle en mer et qui priorise la promotion et la coordination des échanges d'information maritime, pour répondre efficacement aux défis régionaux liés à la préservation de l'environnement marin et des ressources halieutiques.

Dans ce cadre, pour rendre la simulation la plus réaliste possible, trois navires, entre autres, Mailaka, Tselatra ainsi qu'un avion militaire de l'île Maurice (Dornier) ont été déployés. L'Olep a également fournis les moyens logistiques nécessaires.

Une telle action s'inscrit parfaitement dans l'ambition du ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD), de sauvegarder et valoriser l'environnement et les ressources naturelles, notamment pour les espèces endémiques de la faune marine malgache.

Selon l'indice de sécurité maritime, établi par StableSeas, «Les domaines maritimes de l'Afoa-OI génèrent 176 milliards de dollars de revenus chaque année», mais qui s'avèrent inférieurs au potentiel maritime économique de la région à cause des menaces qui pèsent sur les côtes.

RA.

Blue Champion Award extends application deadline



Headquarters of the Indian Ocean Commission. PHOTO: INDIAN OCEAN COMMISSION

Fathmath Shaahunaz

The Indian Ocean Commission announced to extend the application deadline for its 'Blue Champion Award', from October 20 to November 4.

The commission announced the new award, under its World Bank-funded Second South-West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Project (SWIOFish2), in September this year.

The first edition of the Blue Champion Award is open to entrepreneurs aged 18 to 40, who hail from Cabo Verde, Comoros, Guinea Bissau, Madagascar, Maldives, Mauritius, Reunion Island and Seychelles as well as São Tome and Principe.

According to the commission, applicants must operate a company or have a concept that complies with the principles of circular economy and contribute to the reduction of marine plastic pollution.

Awards will be given under the categories 'Best Ocean Entrepreneur' and 'Best Innovative Concept'.

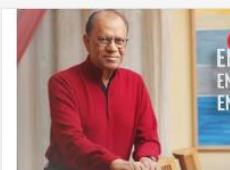
The Blue Champion Award is supported by Eco Austral, Entreprenre au féminin ocean Indien (EFOI), Mauritius Junior Chamber International (JCI), the SIDS Youth Aim Hub (SYAH) and Synergie Jeunes as well as the Union of Chambers of Commerce and Industry of the Indian Ocean (UCCIOI).

20 octobre 2019

<https://www.newsmada.com/2019/10/21/electrification-un-parc-solaire-photo%c2%advoltaique-a>

Electrification : un parc solaire photovoltaïque à Antsirabe

Par Les Nouvelles sur 21/10/2019



Rejoignez-Nous



Moris Pour Tous

Divali at Kendra

Kendra by Ascencia

Activities for all ages on the October. Click for more info

Une centrale agro-photovoltaïque d'une capacité de 4,9MW, qui alimentera Antsirabe et ses environs, ainsi qu'un centre de formation Food & Energy, vont être implantés à Tsaratanàna Antsirabe. Le président Andry Rajoelina a procédé hier à la pose de la première pierre de ces infrastructures érigées sur un terrain de 10 hectares.

La construction de la centrale est prévue s'achever entièrement en avril 2020. 1 MW sera disponible dès le mois de décembre et le reste pour le mois d'avril de l'année prochaine. Le centre de formation quant à lui, prodiguera des formations sur les systèmes photovoltaïques autonomes, la production bio-agricole, l'agro-technologie moderne et la culture hors-sol.

Par ailleurs, le chef de l'Etat a également lancé les travaux de construction d'une nouvelle station d'épuration d'eau à Andraikiba. A terme, ce projet doublera la production en eau potable de la ville, soit plus de 700 m3, si elle est de 450 m3 actuellement.

L'on sait effectivement que le lac d'Andraikiba, qui alimente le système, a connu une détérioration remarquable et évolutive au cours de ces cinq dernières années. Ainsi l'eau dans les réservoirs ne cesse de diminuer de volume et nécessite un traitement plus prononcé. Raison pour laquelle, près de six milliards d'ariary seront alloués à la construction de cette station de traitement d'eau à Andraikiba.

Arh.

21 octobre 2019

<http://www.ipreunion.com/france-monde/reportage/2019/10/21/la-progression-des-energies->

La progression des énergies renouvelables soutenue par les petites unités solaires



Les énergies renouvelables devraient voir leurs capacités croître de 50% dans le monde d'ici 2024, tirées notamment par les petites unités solaires, un bond "encourageant", même s'il reste insuffisant pour remplacer les énergies fossiles, selon un rapport lundi de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Après un tassement en 2018, lié à des réorientations budgétaires en Chine, le secteur est reparti à la hausse avec une croissance à deux chiffres anticipée par l'AIE pour 2019. Et pour les 5 ans à venir, l'agence prévoit 1.200 gigawatts de capacités nouvelles, soit l'équivalent de la capacité électrique actuelle des Etats-Unis toutes sources confondues.

Poussées par des politiques gouvernementales et la chute des coûts, les renouvelables passeraient ainsi de 26% à 30% de la production d'électricité mondiale (derrière le charbon à environ 34%). "Nous sommes à un moment charnière", résume le directeur de l'AIE, Fatih Birol, "le solaire et l'éolien sont au coeur des transformations du système énergétique". Mais "il faudrait plus d'efforts", pour le climat, la qualité de l'air ou l'accès à l'énergie.

Le solaire photovoltaïque devrait afficher une croissance particulièrement "spectaculaire" (60% de la progression des renouvelables), avec en particulier un décollage des installations dites "décentralisées" qui, par opposition aux grosses centrales solaires, sont posées sur des maisons, des usines, des supermarchés... pouvant ainsi produire leur propre énergie.

Dans de nombreux pays, les coûts de production de ces installations ont chuté au point de passer sous les prix de vente facturés par les fournisseurs d'électricité, rendant l'autoconsommation très compétitive. Et l'AIE s'attend à ce qu'ils déclinent encore de 15% à 35% d'ici 2024. La Chine d'abord, puis l'UE, les Etats-Unis, l'Inde sont concernés, mais aussi l'Afrique et des pays d'Asie, où elles représentent "un premier accès à l'électricité pour environ 100 millions de personnes dans les cinq ans à venir", a souligné devant des journalistes Paolo Frankl, responsable de renouvelables à l'AIE.

- Marges de progrès -

Chez les particuliers, le nombre de toitures équipées devrait doubler, à environ 100 millions d'ici cinq ans --soit 6% du potentiel de surface de toits disponible. Les leaders : Australie, Belgique, Californie, Pays-Bas, Autriche. "Une croissance aussi météorique hors de la sphère des fournisseurs d'énergie traditionnels va transformer la manière dont nous produisons et consommons l'électricité", prévient cependant Fatih Birol. "Son développement doit être bien géré, pour garantir des revenus pour la maintenance des réseaux, contenir les coûts d'intégration au système et répartir équitablement les coûts entre consommateurs."

Autre secteur prometteur : l'éolien en mer, qui ne produit que 0,3% de l'électricité mondiale aujourd'hui. "Ce n'est rien du tout, mais le potentiel est énorme en Europe, aux Etats-Unis, en Chine," a assuré M. Birol lors

d'une conférence à Paris mercredi. "Nous attendons de substantielles chutes de coûts", avec un taux de production réelle par rapport aux capacités des éoliennes offshore "dans de nombreux cas similaire à celui des (centrales au) gaz naturel".

L'hydraulique et l'éolien terrestre devraient aussi garder une courbe ascendante. Reste que les marges de progrès sont immenses, alors que les émissions de CO2 des énergies fossiles, de loin première cause de réchauffement, ne montrent pas de signe de décrue. Ainsi pour le chauffage: la chaleur d'origine renouvelable devrait croître d'un cinquième entre 2019 et 2024, avec le recours à l'électricité verte, mais sans dépasser 12% de la demande globale de chaleur, déplore l'AIE.

Côté déplacements, malgré les véhicules électriques, l'électricité verte ne représentera en 2024 que 10% des énergies renouvelables utilisées dans les transports (le reste venant des agrocarburants, et l'électricité gardant une origine fossile dans de nombreux pays), souligne l'AIE, qui prône régulation et mesures de soutien. "La déconnexion entre les déclarations des gouvernements (sur le climat, nldr) et ce qui se passe dans la vraie vie est une préoccupation majeure", note Fatih Birol.

Sans compter l'éventuel impact du ralentissement économique mondial. "Il pourrait y avoir des risques pour les renouvelables si le ralentissement est sévère", estime l'économiste. "La croissance chinoise est au plus bas depuis 30 ans. Est-ce que cela se reflètera (...) dans les mesures de soutien aux renouvelables ? C'est un point d'interrogation."

21 octobre 2019

http://lagazettedescomores.com/assets/pdfs/Lagazette_3499.pdf

ENVIRONNEMENT

La mer ravage le littoral dans la région de Bambao Mtsanga et Ongoni

Le désensablement est la cause principale de ces dégâts qui ravagent des sols, et des foyers dans la région de Bambao Mtsanga vers Ongoni. La pauvreté serait un facteur clef de cette destruction inconsciente de l'environnement marin d'où les conséquences très néfastes. La jeunesse pointe du doigt la pauvreté et le manque de travail.

La Mairie de Bambao Mtsanga insiste que le sable c'est l'environnement. Mais quand on veut du stable pour construire la commune ou réaménager on ordonne l'extraction du sable d'une façon bien calculée. « Quand nous faisons les travaux de la commune, la Mairie finance les autres ingrédients comme barres de fer, ciment et une partie de la main d'œuvre, donc c'est la communauté qui extrait le sable d'une manière non sauvage » indique Sailina Abdou, secrétaire particulier de la Mairie de Bambao Mtsanga.

Pour la jeunesse sans emploi, on accuse les intellectuels et les riches.

Pour Mona Halifa « cette montée des eaux est provoquée par les intellectuels. On n'a pas fait de formation professionnelle mais ceux qui sont intellectuels qui nous donnent jour et nuit l'argent pour détruire l'environnement ». Selon encore notre interlocuteur « ils peuvent nous créer d'autres solutions pour le gagne-pain, eux qui sont partout ailleurs et qui ont pleine relations ».

A Ongoni village près de quelques kilomètres de Bambao Mtsanga, les dégâts sont très durs. Si à Bambao Mtsanga, dans quelques années, le cimetière sera englouti par les eaux, un baobab sera déraciné par les vagues, à Ongoni des habitations sont menacées. Et en marée haute l'eau rentre dans certains foyers.

Echati Houmadi habitante d'Ongoni confie à nos confrères de l'ORTC les graves de risques. « Nous ne vivons pas, nous sommes en enfer. Quand la mer s'agite, on ne vit pas. Les eaux entrent dans la cour, là où on dort, la cuisine et partout. Nous qui avons des maisons en pailles c'est de mal en pire chaque



saison».

L'ex Maire de la commune d'Ongoni interpelle tout le monde. « Si on ne prend pas conscience, c'est tout ce qu'on a construit depuis des années qui sera ravagé par les eaux et ces vagues violentes ». Ibrahim Ali Boura, ancien de la commune d'Ongoni tire la sonnette d'alarme et démontre que « tout

sera ravagé, mosquée, foyer, école... A noter que de Mutsamudu vers Bandrani, à l'exemple de Chikoni chaque année la route qui mène vers Sima en passant par Bandrani subit des dégâts provoqués par les houles et la montée violente des eaux.

NJ